



### DENIS SASSOU N'GUESSO ET EMMANUEL MACRON

# Convergence de vues sur les questions essentielles

Au sortir d'un tête-à-tête de plus d'une heure au Palais du peuple, le 3 mars, les présidents Denis Sassou N'Guesso et Emmanuel Macron ont, lors d'une prise de parole commune, exprimé leur volonté de raffermir les liens de coopération et d'amitié qui unissent le Congo et la France et plaidé en faveur d'initiatives communes sur l'agriculture, la jeunesse, les petites et moyennes entreprises, les forêts, le climat, la mémoire et la sécurité en Afrique. S'il n'est resté dans l'ancienne capitale de la France libre que quelques heures, le chef de l'Etat français, qui avait un agenda chargé, a été touché par l'accueil chaleureux que lui a réservé son homologue congolais et l'a souligné. La signature des conventions de financement et de prestations de services a couronné les échanges entre les délégations des deux pays.

Pages 8-9 et 16

*Le président Emmanuel Macron tenant le micro avec lequel le Général de Gaulle appelait à partir de Brazzaville à la mobilisation pour la France*



### HYDROCARBURES

## Des solutions alternatives pour pallier les pénuries de carburant



Des véhicules alignés à une station d'essence pour attendre d'être servis

La situation récurrente des pénuries de carburant à la pompe observée depuis janvier dernier sera résolue dans les prochains jours, a affirmé, le 1er mars à Brazzaville, le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, lors de la question d'actua-

lité à l'Assemblée nationale. « Les stocks bas en essence que le Congo connaît depuis un moment vont s'améliorer, avec la mise en œuvre dans l'immédiat d'un programme de traversées de 6 890 tonnes d'essence en provenance de Kinshasa. La première barge a été réceptionnée le 28 février dernier, avec à son bord 7000 m3. Le reste du stock est en train d'être acheminé progressivement », a-t-il indiqué.

Page 4

### DÉVELOPPEMENT LOCAL

## Six accords de partenariat signés avec les villes étrangères

A la fin du forum sur la décentralisation organisé du 1er au 4 mars à Brazzaville, il a été procédé à la signature des partenariats entre les communes congolaises et les villes étrangères. Bien que les termes de ces contrats ne soient pas encore dévoilés, ils concernent l'échange d'expériences en matière de gestion des collectivités locales. Il s'agit de la commune de Kintélé (Pool) et la ville de Nevers (France) ; la localité de Mouyondzi (Bouenza) et la ville de Charly (France) ; la commune



Le maire de Madingou signant l'accord avec son homologue d'une ville marocaine Adiac d'Oyo (Cuvette) et la ville de Houdan (France) ainsi que de trois autres accords de partenariat avec les villes marocaines.

Page 3

### MÉDIAS

## Des journalistes étrangers en formation au CIPCC à Pékin

Une soixantaine de journalistes venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe participent à un séminaire de formation piloté par le Centre de communication de la presse internationale de Chine (CIPCC), durant ce premier semestre de l'année. Ce programme de formation a pour but de renforcer les échanges et de promouvoir une coopération pratique entre les médias chinois et étrangers, et d'emmener les participants à avoir une compréhension globale et approfondie de la Chine.

Page 7

### ÉDITORIAL

## Hospitalité

Page 2

## ÉDITORIAL

## Hospitalité

Accueil au pied de l'avion par son homologue Denis Sassou N'Guesso, accolades, hymnes nationaux et honneurs militaires, la visite de travail du président de la République française, Emmanuel Macron, à Brazzaville, le 3 mars, n'a duré certes que quelques heures mais a été chargée de symboles.

D'abord Emmanuel Macron arrivait pour la première fois dans la capitale congolaise, qui fut par le passé la capitale de l'Afrique équatoriale française et dans les moments cruciaux de l'histoire de l'Hexagone, capitale de la France libre. Ensuite les entretiens entre les deux chefs d'Etat ont eu lieu au Palais du peuple, lieu où vécurent les gouverneurs de l'empire français sous la colonisation.

Il est ici question de mémoire et le rappeler n'est nullement renier les évolutions en cours depuis l'indépendance du Congo en 1960. Tenir entre ses mains le micro qui porta la voix du général de Gaulle à partir de Brazzaville, pour mobiliser en faveur de la nation française en danger pendant la Seconde Guerre mondiale, se retrouver ensuite à la Case de Gaulle près des berges du fleuve Congo, là-même où le chef des Français libres avait pris ses quartiers, ne sont pas des moments anodins.

A Brazzaville, justement, le président Emmanuel Macron a tenu ce micro précieusement conservé par le Congo, il a ensuite rencontré la communauté française à la Case de Gaulle. Il y a, dans ce genre de retrouvailles, quelque chose d'unique qui fait de la capitale congolaise un lieu de mémoire imputrescible entre la France, le Congo et l'Afrique quand on pense à l'itinéraire ayant conduit aux indépendances de plusieurs pays du continent.

C'est aussi à ce titre que la capitale congolaise demeure cette ville hospitalière pour tous ceux et celles venant de loin ou de si proche qui foulent son sol. Elle essaie toujours de garder sa verdure, ses citoyens le sourire, ses administrateurs et les plus hauts dirigeants du pays dont elle est le siège politique, les bonnes manières. Brazzaville est un revenez-y !

Les Dépêches de Brazzaville

## DISPARITION D'ALPHONSE MBOUDO-NESA

## Pierre Ngolo assiste la famille

Le président de la chambre haute du Parlement, Pierre Ngolo, s'est rendu le 28 février au chevet de la famille du deuxième vice-président du Sénat, Alphonse Mboudo-Nesa, décédé dans la nuit du 27 au 28 février à Brazzaville.

Le président du Sénat a longuement échangé avec la famille sur les questions relatives au décès du deuxième vice-président de cette institution. « C'est l'expression de la détresse, compatir avec la famille et dire à cette dernière que nous sommes avec elle, parce que c'est de la responsabilité du Sénat de faire toute la suite des obsèques. Et donc le message est celui-là, compatir et promettre que nous allons agir pour que ces obsèques soient à la hauteur de l'illustre disparu. C'est un vœu que le Sénat vient d'enregistrer », a déclaré le premier secrétaire du Sénat, Julien Epola, qui accompagnait le président Pierre Ngolo. De son côté, le sénateur Alphonse Gondzia s'est exprimé en ces termes: « Je fais partie de la famille depuis ma jeunesse. Je suis resté avec lui pendant pratiquement quatre



Pierre Ngolo échangant avec les membres de la famille Adiac

ou cinq ans comme directeur de cabinet. On a relancé Hydro-Congo, la Société nationale d'électricité. On a conduit nos vies ensemble. Il faut savoir que c'est lui qui représentait l'Etat congolais auprès d'Agip. Alphonse Mboudo-Nesa a fait le

pétrole dans notre pays ».

A la suite de cet événement tragique, le Sénat a tenu le 1er mars une séance plénière spéciale en vue de mettre en place les organes chargés des obsèques du disparu. A cet effet, une coordination et des sous-commissions ont été mises en place. La coordination a pour président Julien Epola, vice-président Joseph Yedikissa-Dhadié, trésorier Roger Okoula. La sous-commission oraison funèbre est présidée par Daniel Abibi, tandis que celle s'occupant du transport et sécurité est sous la responsabilité de Georges Moubedi et enfin les finances et la logistique sont à la charge de Jacqueline Moundzalo.

Jean Jacques Koubemba

**« Je fais partie de la famille depuis ma jeunesse. Je suis resté avec lui pendant pratiquement quatre ou cinq ans comme directeur de cabinet. On a relancé Hydro-Congo, la Société nationale d'électricité. On a conduit nos vies ensemble. Il faut savoir que c'est lui qui représentait l'Etat congolais auprès d'Agip. Alphonse Mboudo-Nesa a fait le pétrole dans notre pays ».**

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlu Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

## Le Congo et la France envisage la signature d'un protocole d'accord

Le sénateur français et président du groupe d'amitié France-Congo, Stéphane Demilly, a échangé le 3 mars à Brazzaville avec ses collègues congolais sur la nécessité de renforcer la coopération parlementaire entre les deux pays.



Boniface Bouka et Stéphane Demilly dans les locaux du Sénat/Adiac

Devant quelques membres de la Commission affaires étrangères et de la coopération du Sénat congolais, notamment Gabriel Oba-Apounou, Stéphane Demilly a apprécié le dynamisme de ses collègues. Les deux personnalités ont également évoqué le rôle de leur structure ainsi que leurs organisations.

Après les échanges, Stéphane Demilly, en compagnie du deuxième vice-président de la Commission affaires étrangères, Boniface Bouka, a visité les lieux stratégiques du Sénat. Présent à Brazzaville dans le cadre de la visite de travail du président français, Emmanuel Macron, le président du groupe d'amitié France-Congo a souhaité la multiplication de voyages de travail entre les deux pays.

Rude Ngoma

## FORUM SUR LA DÉCENTRALISATION

## Six accords de partenariat signés

Ouvert le 1er mars, le forum sur la revitalisation et la dynamisation de la décentralisation et du développement local s'est achevé le 4 mars, à Brazzaville, sur une note de satisfaction, sanctionné par six accords de partenariats conclus entre quelques villes congolaises et étrangères.



Le maire de Madingou signant l'accord avec son homologue d'une ville marocaine Adiac

Après de fructueux échanges entre les experts venus d'Afrique et d'Europe, le premier forum sur la revitalisation et la redynamisation de la décentralisation et du développement local au Congo a débouché par la signature de six accords de partenariat. Ils s'inscrivent dans le cadre de l'échange d'expérience en matière de gestion des collectivités locales.

Le premier partenariat concerne la commune de Kintélé, dans le département du Pool, et la ville de Nevers, en France, de plus de 33 000 habitants. Le deuxième accord a été paraphé entre la localité de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, et la ville de Charly, une agglomération

française de plus de 5 000 habitants, située dans la métropole de Lyon.

Le troisième a été entre la ville d'Oyo, dans le département de la Cuvette, et Houdan, une autre ville française située dans le département des Yvelines. D'autres partenariats ont été conclus entre la localité d'Impfondo, dans la Likouala, et la ville marocaine d'Agora ; la ville d'Oyo et la ville marocaine de Larache ainsi que la ville de Madingou, dans la Bouenza, et une collectivité locale du Maroc.

A l'issue des travaux, les participants ont adopté quelques résolutions visant la mise en œuvre effective de la décentralisation

au Congo. Ils demandent notamment la prise en compte des vingt recommandations issues de l'atelier préparatoire au forum ; le suivi de la mise en œuvre des accords de partenariat conclus lors du forum entre l'Association des maires du Congo et l'Association marocaine des présidents des conseils, des préfectures et des provinces.

Saluant la bonne tenue du forum, le ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, a promis de transmettre l'ensemble des recommandations au Conseil de ministres pour susciter son approbation.

Firmin Oyé

## LE FAIT DU JOUR

## Femmes de Ngabé

Leur colloque avec l'eau est ancien. Ce 24 février en matinée, à la demande des organisateurs, trente jeunes femmes originaires de Ngabé quittent leurs occupations quotidiennes pour une course de pirogues sur le fleuve Congo. La localité qu'elles habitent a vu sortir de terre un site touristique attrayant pour lequel les habitants du district doivent être fiers. C'est, en effet, le promoteur de celui-ci, et le ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs qui leur offrent l'opportunité de faire du sport.

Le soleil est au rendez-vous. Habillées en t-shirt et pagne, leurs collants ou pantalons enfilés en premier, elles constituent dix équipes de trois coureuses chacune sur dix pirogues et attendent le coup d'envoi. Aucun homme n'a osé se mesurer à elles car, par le passé, explique Evariste Ondongo, le maître des lieux, toutes les compétitions organisées à propos ont été remportées par les dames. La raison en serait que ces dernières étaient depuis toujours les plus actives sur le fleuve où elles exercent la pêche et bien d'autres activités.



Les participantes à la course de pirogues organisée à Ngabé, le 24 février 2023

Le coup d'envoi est enfin donné. Elles remontent le cours du Congo sur une centaine de mètres et devront ensuite descendre vers le lieu où elles ont pris le départ. A la vérité, même si elles sont familières du trafic sur le fleuve, la compétition qui les oppose est loin d'être une promenade de santé, car en temps ordinaire, personne ne surveille la distance qu'elles parcourent d'un point à l'autre, chacune ayant le loisir d'aller à son rythme. On les voit braver

le courant d'eau avec beaucoup d'entrain, et leurs supporteurs restés sur les berges crier le nom de quelques-unes. Puis elles sont perdues de vue.

Du temps après, à côté des jacinthes emportées par les eaux et du bruit des moteurs de baleinières sifflant rauque, les premières embarcations apparaissent au loin, puis les autres à la suite. C'est presque la tourmente quand l'envie d'être classé dans les

premières loges vous fait pousser les ailes. Le temps est visiblement à la compétition. Finalement, les trente équipages sont à portée des regards, les cris de l'assistance accompagnent les arrivées. Il y a de l'excitation sur les pirogues, l'équipe de tête vient d'accoster arrachant des applaudissements de la foule. Les sprinteuses ont le souffle court.

A tour de rôle et dans une certaine confusion arrivent les autres chaloupes, certaines se trompent du point d'arrivée courant l'élimination ; d'autres chavirent à une petite longueur du rivage servant un peu d'eau aux courageuses compétitrices. Au final, toutes arrivent à bon port. Suivant le classement, les premières comme les dernières sont récompensées d'un petit pli pour la circonstance. Lydie Pongault, la ministre de l'Industrie culturelle, et Evariste Ondongo, le promoteur du site touristique de Ngabé, rendent hommage à ces braves mamans qui reprennent leurs pirogues et regagnent chez elles à bon rythme, heureuses d'avoir couru pour l'honneur. Séquence mémorable !

Gankama N'Siah

## PÉNURIE DE CARBURANT

# La situation va se normaliser dans quelques jours

Le carburant sera à nouveau disponible dans les dépôts et stations-service dans les tout prochains jours, après le déficit observé depuis un mois déjà à cause des travaux de maintenance en cours au niveau de la Congolaise de raffinage (Coraf), à Pointe-Noire. Le gouvernement a affirmé avoir commandé d'importants stocks de carburant de l'extérieur et sont en cours de livraison.

Le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a fait l'annonce le 1er mars, lors de la question d'actualité à l'Assemblée nationale. Il a justifié que la crise de carburant observée actuellement est la conséquence des travaux de maintenance sur le réseau de la Coraf, engagés depuis le 2 janvier dernier. Pour la juguler, a-t-il souligné, le gouvernement, par le biais de la Société nationale des pétroles du Congo, a passé une importante commande de 132 390 tonnes de carburant comprenant l'essence et le gasoil de la République démocratique du Congo, en attendant que la Coraf reprenne sa production.

« Les stocks bas en essence que le Congo connaît depuis un moment vont s'améliorer, avec la mise en œuvre dans l'immédiat d'un programme de traversées de 6 890 tonnes d'essence en provenance de Kinshasa. La première barge a été réceptionnée le 28 février dernier, avec à son bord 7000 m<sup>3</sup>. Le reste du stock est en train d'être acheminé progressivement pour être livré



Des véhicules alignés à une station d'essence pour attendre d'être servis/DR

d'ici à la fin de cette semaine. Une bonne partie de ces stocks va alimenter Brazzaville, pour mettre un terme au déficit actuel en cours », a précisé Bruno Jean Richard Itoua.

Le programme de livraison établi prévoit, a-t-il renchérit, l'acheminement sur Pointe-Noire, les 3 et 6 mars en cours, d'un paquebot pétrolier contenant 15 000 tonnes d'essence et 90 tonnes de gasoil pour garnir le dépôt central de cette agglomération.

Le ministre des Hydrocarbures a fait savoir que les commandes lancées représentent une autonomie de consommation en carburant de deux mois, le temps que la Coraf reprenne son élan.

Rappelons que la Coraf est la principale société qui produit du carburant au Congo, fournissant à elle seule 70% des besoins nationaux en produits pétroliers finis. Ce qui fait que lorsqu'elle est en arrêt technique, le carburant devient de l'or.

Firmin Oyé

## URBANISME

## Un diagnostic du secteur en préparation

Le ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Josué Rodrigue Ngouonimba, a ouvert le 2 mars à Brazzaville l'atelier d'échange en vue de la préparation du rapport sur la revue de l'urbanisation en République du Congo.

Conduit par une équipe de spécialistes en urbanisme de la Banque mondiale (BM), l'atelier réunit les techniciens des ministères engagés dans le secteur urbain, les collectivités locales, la société civile ainsi que les universitaires. Il permettra d'identifier les principaux défis à relever et les leviers d'action à enclencher pour promouvoir et rendre les villes du pays plus résilientes, inclusives et dynamiques.

« Il nous faut créer les conditions de vivre la ville plutôt que de la subir. Cela devra passer par la mise en place d'une politique urbaine déclinée en projets valorisant et transformant les initiatives locales », a déclaré le ministre de l'Urbanisme, avant de souligner : « Si nous planifions et concevons judicieusement l'urbanisation, la population jouira assurément des avantages qu'elle procure à une société. »

Pour la représentante de la BM



Photo de famille/Adiac

au Congo, Korotoumou Ouatarara, l'engagement de son institution dans la préparation de cette revue s'inscrit dans une dynamique globale étant donné qu'elle réalise depuis quelques années des revues d'urbanisation dans plusieurs pays en Asie, en Amérique et en Afrique.

« La revue devrait contribuer à alimenter le dialogue sur les politiques publiques en identifiant des réformes potentielles mais aussi les investissements

prioritaires, afin d'encourager une urbanisation plus inclusive, plus durable et davantage génératrice de croissance », a-t-elle déclaré.

Les objectifs visés par la revue consistent à établir un diagnostic de l'état de l'urbanisation à l'échelle nationale ou régionale, recenser les principaux goulots d'étranglement empêchant les villes de jouer pleinement leur rôle de moteurs de croissance.

Lopelle Mboussa Gassia

## TRIBUNE LIBRE

## Financement de la protection des forêts tropicales du Sud : la fin des crédits fantômes?

Le premier sommet sur la protection des forêts tropicales, tenu du 1er au 2 mars 2023 à Libreville, cherchait des solutions concrètes pour conjuguer la gestion durable de ces forêts et le développement économique des pays forestiers du Sud. Il a proposé une gestion responsable des écosystèmes forestiers, à travers la promotion des filières plus durables des produits de l'agroforesterie et des financements efficaces pour réguler le réchauffement climatique de la Terre. Mais, le financement du besoin de 203 milliards de dollars par an d'ici à 2050 des forêts tropicales ne se concrétise pas. En cause, les crédits fantômes octroyés aux pays forestiers.

De l'importance des forêts tropicales : La forêt couvre 4,06 milliards hectares de la planète, dont 1,8 milliard hectares de forêts tropicales (5% de la planète) qui absorbe 443,6 Gt équivalent CO<sub>2</sub>. Plus de 350 millions de personnes dépendent directement de ces forêts qui abritent entre 50 et 80% d'animaux et de plantes du monde. La forêt tropicale d'Afrique centrale couvre plus de 220 millions d'hectares et compte 206 réserves qui séquestrent 610 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, soit 4 % des émissions mondiales, plus que celles d'Asie (490 millions) et d'Amazonie (110 millions). La COP15 avait envisagé de protéger 30% des aires marines et terrestres d'ici à 2030 pour sauver de l'extinction les espèces animales et végétales et permettre la restauration des écosystèmes pour qu'ils continuent de réguler le climat.

Aux crédits dérisoires et fantomatiques : La création du Partenariat de conservation positive, plan de développement assorti d'un fonds de 100 millions d'euros additionnels, destiné aux États protecteurs des forêts tropicales dont 50% apportés par la France, 30% par Conservation international et 20% par la Fondation Walton. Il fait écho au Fonds vert pour le climat de 100 milliards de dollars (COP16), destiné à aider les pays en développement à réduire leurs émissions de GES qui demeurent au niveau des intentions des donateurs. Entre 2008 et 2017, le bassin du Congo n'a reçu que 11 % des flux financiers internationaux destinés à la protection et à la gestion durable des forêts tropicales, contre 55 % pour l'Asie et 34 % pour l'Amazonie. Sur les 19,2 milliards de dollars de financements prévus par la COP 26, le bassin du Congo ne bénéficie de 150 millions de dollars.

C'est pourquoi, l'Institut international pour l'environnement et le développement (2022) propose un financement fondé sur la préservation de la biodiversité pour tenir compte des limites du marché des crédits carbone. Ce dernier permet à un État d'émettre ses propres crédits de carbone pour les vendre aux pollueurs qui cherchent à compenser une partie de leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Plus de dix-sept marchés de carbone existent avec un prix fixé entre 1,90 et 20 euros/tonne de CO<sub>2</sub>. Ils sont fragmentés avec de nombreux standards, à tel point que Guardian et Die Zeit (2023) estiment que la quasi-totalité des crédits carbone liés à des projets de reforestation certifiés n'a pas d'impact positif réel sur le climat. D'où leur dérivation vers les « marchés volontaires » dont le prix se déprécie constamment, malgré leur croissance annuelle moyenne de 30% entre 2016 et 2021. La demande de crédits carbone africains a augmenté de 36% en moyenne annuelle durant la même période. Un prix de 30 à 50 dollars la tonne de CO<sub>2</sub> aurait permis aux États forestiers du Sud de gagner au moins 30 milliards de dollars par an.

Vers des progrès centrés sur les « certificats de biodiversité » qui attestent les politiques exemplaires des États qui protègent leurs stocks vitaux de carbone et de biodiversité dont il est difficile d'évaluer les quantités exactes de carbone. Ce mécanisme semble plus crédible que celui des crédits de compensations dont « plus de 90% des crédits de compensation pour la forêt tropicale sont susceptibles d'être des crédits fantômes qui ne représentent pas de véritables réductions de carbone » (Verra (2022)). L'Afrique dispose d'un stock de crédits de carbone de 2400 mégatonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an d'ici à 2030 pour environ 6 milliards de dollars. Elle n'a monétisé que 22 mégatonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> en 2021 pour 123 millions de dollars seulement (Sustainable Energy for All (SE4All, 2022)). C'est pourquoi, le Fonds pour l'environnement mondial souhaite promouvoir des crédits « premium » qui prendraient en compte les questions de biodiversité et les questions sociales des États vertueux.

Ainsi, le financement de la protection des forêts tropicales du Sud est un enjeu majeur pour la maîtrise du réchauffement climatique de la planète. Il exige des mécanismes efficaces, liant partenariat public et privé pour un développement inclusif et responsable des États.

E. Okamba,  
maître de conférences HDR  
en sciences de gestion

## PROTECTION CIVILE

## Une plateforme interactive de partage des données à créer

La suggestion a été formulée à l'issue d'un atelier relatif à la célébration, le 1<sup>er</sup> mars à Brazzaville, de la Journée mondiale de la protection civile, dont la cérémonie de clôture a été présidée par le commandant de la sécurité civile, le général de police Albert Ngoto.

Cent vingt-six participants ont pris part à l'atelier articulé autour du thème « Le rôle des technologies de l'information dans l'évaluation des risques ». Neuf délégués, représentant différentes structures militaires et civiles, ont constitué les différents panels.

Le commandant de la sécurité civile, le général de police Albert Ngoto, au nom du ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, a circonscrit le sens de cet atelier qui a duré deux jours et montré son importance. « Nous avons pu établir les liens forts entre nos administrations participantes et nous allons nous battre, puisque le travail va continuer. Cela a été dit dans le communiqué final



Les participants/Adiac

afin que nous ouvrons toutes les portes pour que le message passe », a-t-il indiqué.

L'objectif principal de l'atelier était le partage d'expériences

positives dans l'utilisation des outils issus des technologies de l'information dans la prise en charge des risques. Il s'agissait de voir comment intégrer

dans l'action de prévention des risques, de protection des personnes, des biens et de l'environnement, les outils technologiques adaptés déjà usités par

les administrations partenaires dans la prise en compte des risques existants dans le pays (inondations, tempêtes, mouvements de terrain, feux de forêt, accidents industriels, transport de matières dangereuses, ruptures de barrage...). En définitive, créer une plateforme de collaboration et d'alerte dans la prise en charge des risques du territoire.

Une plateforme qui ira loin car l'Agence de régulation des postes et communications électroniques s'est montrée disponible, étant donné qu'elle a déjà un capital de logiciels disponibles pour l'héberger. « Il faudra effectivement que les données soient sécurisées », a noté Albert Ngoto.

**Guillaume Ondze**

## PAIX ET SÉCURITÉ

## La Conap se redynamise

La coordination nationale des associations et organisations de la société civile pour la paix (Conap) a tenu, le 2 mars à Brazzaville, une session extraordinaire de la conférence des présidents.



Une vue des nouveaux membres du bureau/Adiac

Plusieurs points liés à l'organisation, la restructuration et le développement de cette plateforme ont été abordés. Une nouvelle équipe a été élue afin de conduire aux destinées de cette structure qui regroupe plus d'une dizaine d'associations luttant pour la paix.

Le coordonnateur sortant, Marlon Alouki Obouembe, a été élevé au rang de président émérite. Alain Ngoma occupe désormais le poste de secrétaire de la conférence des présidents tandis que Serge Ayessa y évoluera en qualité de rapporteur. La coordination sera dirigée par Abdon Leckiby au moment où Vital Celsa Ngassaki Ndonga a été élu au poste de secrétaire général chargé de l'organisation et l'administration.

Le nouveau coordonnateur de la Conap a promis de donner le meilleur de lui afin non seulement de poursuivre les initiatives de son prédécesseur mais aussi de faire briller cette structure au niveau national et international.

**Rude Ngoma**

## INTÉGRATION DE LA FEMME AU DÉVELOPPEMENT

## Le sujet au centre d'une rencontre avec des entrepreneures et artistes

Prévue pour le 8 mars, la rencontre intitulée « Le midi des femmes », initiée par l'entreprise culturelle Debayaune world, réunira des femmes des entreprises et associations de la ville de Pointe-Noire autour de la question sur la formation et l'intégration de la femme au développement.

La rencontre « Le midi des femmes », organisée dans la perspective de mettre à contribution les arts de la scène (vecteur de cohésion sociale) aura lieu au restaurant Le Derrick. Elle alliera entrepreneuriat et arts de la scène, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme. L'entreprise culturelle De-

bayaune world (porteur du festival Pointe-Noire en scène) entend offrir, à travers elle, un espace d'échange autour de l'information et la formation d'un grand nombre de femmes à l'intégration au développement.

Le rendez-vous vise aussi la mutualisation des expériences, des talents et des énergies entre des femmes artistes, entrepreneures, cheffes d'entreprises, des mutuelles ainsi que celles des associations de la place. Plusieurs activités sont prévues, outre les conférences-débats. Il s'agit notamment de la comédie musicale, danse, Djing féminin et autres animations avec des talents bien connus du pays comme Oupta de Brazzaville, Spirita Nanda et DJ Nayan'k de Pointe-Noire.

**Lucie Prisca Condhet N'Zinga**

## Déclaration du secrétaire général des Nations unies à l'occasion de la journée du 8 mars

À travers le monde, les droits des femmes régressent sous nos yeux. Selon les dernières prévisions, au rythme actuel, il faudra encore 300 ans pour atteindre la pleine égalité des genres.

Aujourd'hui, les femmes et les filles sont les premières et les plus durement touchées par les crises qui s'enchaînent, de la guerre en Ukraine à l'urgence climatique. Sur fond de recul mondial de la démocratie, les droits des femmes de disposer de leur corps et d'avoir le contrôle de leur vie sont remis en question et bafoués.

Deux statistiques témoignent très clairement de notre échec. D'une part, toutes les dix minutes, une femme ou une fille est assassinée par un membre de sa famille ou un partenaire intime.

D'autre part, toutes les deux minutes, une femme meurt pendant la grossesse ou l'accouchement. La plupart de ces décès pourraient parfaitement être évités.

En cette journée internationale des femmes, nous devons nous engager à faire mieux. Nous devons inverser ces terribles tendances et lutter afin de préserver la vie et les droits des femmes et des filles partout dans le monde.

C'est l'une de mes principales priorités et un élément central du travail de l'Organisation des Nations unies dans le monde entier.

Du Soudan du Sud au Myanmar, nous soutenons les femmes et les filles dans les situations de crise et veillons à ce que leurs voix soient entendues dans les processus de paix.

La vice-secrétairerie générale, Amina Mohammed, s'est récemment rendue en Afghanistan avec un message pour les autorités : les femmes et les filles ont des droits humains fondamentaux et nous ne cesserons jamais de les défendre.

Cette année, la Journée internationale des femmes a pour thème principal la réduction des disparités entre femmes et hommes dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. À l'échelle mondiale, les hommes ont 21 % de chances de plus que les femmes d'être en ligne - un écart qui dépasse 50 % dans les pays à faible revenu.

Mais même les pays les plus riches paient le prix des stéréotypes liés au genre et des préjugés hérités du passé. Dans le secteur des technologies, les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, la proportion s'élève à cinq contre une.

Les big data sont devenues un bien précieux et un élément essentiel à la prise des décisions politiques et économiques. Mais elles prennent rarement en compte les différences entre les genres - voire le genre féminin tout court.

Nous devrions tous être alarmés par le fait que des produits et services intègrent, dès leur conception, la marque de l'inégalité entre les genres et font entrer le patriarcat et la misogynie dans la sphère numérique. Les Silicon Valleys de ce monde ne doivent pas se transformer en vallées de la mort pour les droits des femmes.

Les décisions médicales fondées sur des données relatives au corps masculin peuvent être dangereuses lorsqu'elles s'ap-

pliquent à une femme. Pire, elles peuvent être mortelles.

La discrimination que subissent les femmes dans le domaine de la science et de la technologie est le résultat de siècles de patriarcat, d'inégalités et de stéréotypes néfastes. Les femmes ne représentent que 3 % des personnes récompensées par un prix Nobel dans les catégories scientifiques depuis 1901. Par ailleurs, les femmes en ligne, notamment les scientifiques et les journalistes, sont souvent la cible de discours haineux et d'agressions sexistes qui visent à les dénigrer et à les réduire au silence.

Mais elles continueront de faire entendre leur voix. Partout, les femmes et les filles réclament leurs droits, et leurs paroles résonnent dans le monde entier.

Nous devons agir sur plusieurs fronts pour faire en sorte que les femmes et les filles puissent contribuer pleinement au savoir universel sur les plans scientifique et technologique.

Nous devons faire tomber les barrières, qu'il s'agisse de données discriminatoires ou de stéréotypes qui détournent les filles des disciplines scientifiques dès leur plus jeune âge.

Les décideurs de tous bords doivent élargir la participation des femmes et leur accès aux plus hautes responsabilités dans le domaine de la science et de la technologie, au moyen de quotas si nécessaire.

Ils doivent être créatifs, élargir leur vivier de recrutement et sélectionner des candidatures en fonction des compétences requises. Ils doivent aussi être persévérants. L'égalité des genres n'arrivera pas toute seule : il faut en faire une priorité et une aspiration. Cette approche donne des résultats à l'ONU, où nous avons mis en place une stratégie pour la parité des genres au sein de notre personnel.

Nous devons également agir pour offrir aux femmes un environnement numérique sûr et mettre fin à l'impunité des auteurs d'agressions en ligne et des plateformes numériques qui leur permettent de perpétrer de tels actes.

L'Organisation des Nations unies travaille avec les États, la société civile, le secteur privé et d'autres à l'élaboration d'un Code de conduite visant à réduire la malveillance et l'impunité qui règnent sur les plateformes numériques, tout en défendant la liberté d'expression.

Les droits des femmes ne sont pas un luxe dont nous pourrions nous passer en attendant d'avoir enrayé la crise climatique, mis fin à la pauvreté et créé un monde meilleur.

Investir en faveur des femmes et des filles est le moyen le plus sûr d'améliorer le sort de toutes les personnes, communautés et pays, et de mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ensemble, construisons un monde plus inclusif, plus juste et plus prospère pour les femmes et les filles, les hommes et les garçons, partout dans le monde.

## SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS

## La journée du 2 mars consacrée à la Côte d'Ivoire

Par une délégation conduite par son ministre d'État Kobenan Kouassi Adjoumani, assisté de ses homologues Sidi Touré et Laurent Tchagba, la Côte d'Ivoire est venue en France pour promouvoir sa terre agricole, terre de richesses et d'opportunités, à la 59e édition du Salon international de l'agriculture (SIA) de Paris, au parc des expositions de la porte de Versailles, sur la thématique « L'agriculture : le vivant au quotidien ».

Depuis le 25 février dernier et ce jusqu'au 5 mars, la Côte d'Ivoire a installé ses quartiers au pavillon 5.1 du parc des expositions de Paris porte de Versailles. Chaque jour, les visiteurs affluent à la découverte des produits issus de l'agriculture de ce pays. Les représentants de coopératives agricoles, de structures importantes comme le port autonome d'Abidjan, le Conseil café cacao, le Conseil coton anacarde ou le CNRA se donnent à cœur joie de promouvoir leur Programme national d'investissement agricole de deuxième génération (PNIA II) avec, pour axe principal, la mise en place des agropoles.

Leur pays a été mis à l'honneur à travers une journée spéciale dont l'un des temps forts aura été la conférence sur le thème « L'agriculture ivoirienne face aux crises externes et internes : perspectives pour relever le défi de la souveraineté alimentaire ».

Très tôt, les passionnés du monde agricole, les invités de marque et plusieurs journalistes ont pris place au 121 CFDE espace 2000 du pavillon 1. L'occasion pour le ministre d'État, Kobenan Kouassi



La conférence animée par le ministre d'État Kobenan Kouassi Adjoumani et ses homologues des Ressources animales et halieutiques, des Eaux et Forêts / Marie Alfred Ngoma

Adjoumani, ses homologues des Ressources animales et halieutiques, des Eaux et Forêts et son directeur de cabinet, de présenter leur potentiel agro-pastoral et halieutique, les réformes opérées et d'aborder les questions liées à la transformation structurelle de l'économie agricole dans un

contexte de changement climatique et de crise russo-ukrainienne.

Parmi les invités, Clenne Mouanguou, C.M Agrobusiness et Edwige Yombi Sitou, EMS Négoces, deux Congolaises fidèles au rendez-vous de la Côte d'Ivoire.

Cette tribune a permis également

à la délégation ivoirienne de présenter aux investisseurs les nouvelles opportunités d'investissement dans ce secteur agricole axé sur la transformation locale de leurs produits agricoles, avec la mise en place des agropoles, et de faire également la promotion autour de la sixième édition du Sa-

lon International de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan, prévue du 29 septembre au 8 octobre prochains.

Lors des échanges avec les participants, Kobenan Kouassi Adjoumani a expliqué que son pays est respectueux de la préservation de l'environnement au moyen d'une agriculture moderne. Il s'est dit ouvert au fait de s'imprégner continuellement des avancées majeures en matière de techniques, de technologies et de recherche enregistrées dans le domaine de l'agriculture sous d'autres contrées.

Il a rappelé le Programme national d'investissement agricole de son pays qui vise une agriculture plus compétitive et créatrice de revenus équitablement partagés. De ce fait, ses compatriotes de la diaspora ont leur place dans le secteur agricole, un secteur créateur de richesses et porté par les paysans, les femmes, les jeunes, les petites et moyennes entreprises, a confié le ministre, invitant ses compatriotes de la diaspora à s'impliquer à la mise en place d'État.

Marie Alfred Ngoma

## INTERVIEW

## Rosalie Matondo : « Le Bassin du Congo abrite des forêts qui apportent des solutions pour la lutte contre le changement climatique »

En sa qualité de ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo a pris part au « One forest summit » qui s'est tenu à Libreville, au Gabon, du 1er au 2 mars. Elle a bien voulu répondre à nos questions.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :** Vous êtes à Libreville pour participer au « One forest summit ». Que retenez-vous de ce sommet ?

**Rosalie Matondo (R.M.) :** Je commencerais par féliciter la République sœur du Gabon qui conjointement avec la France a réussi l'organisation de ce sommet, qui est un rendez-vous important pour les pays du Bassin du Congo, car après la COP 27 et les décisions prises lors de la COP 15 sur la biodiversité, nous voyons bien qu'on assiste à un sommet qui se fonde sur l'action concrète. Ici à Libreville pour ce sommet, nous proposons, à travers les différentes sessions, les recommandations à mener dans les différents pays de la sous-région et dans le reste du monde, car on sait tous que le Bassin du Congo abrite des forêts qui apportent les solutions pour la lutte contre le changement climatique.

**L.D.B. :** Quelle est la contribution du Congo à ce sommet ?

**R.M. :** Le Congo est représenté à ce sommet par le chef de l'État, son excellence Denis Sassou N'Guesso. A notre niveau, nous avons contribué dans les différentes sessions

auxquelles nous avons participé, à donner l'exemple de notre expérience sur l'aménagement forestier, la certification et nous avons aussi apporté notre contribution dans la conservation de la biodiversité.

**L.D.B. :** En votre qualité de ministre de l'Économie forestière, vous êtes directement concernée par l'appel du chef de l'État sur la décennie de l'afforestation. Que pouvez-vous nous dire de cette initiative ?

**R.M. :** Le président de la République, son excellence Denis Sassou N'Guesso, a effectivement lancé, lors de la COP 27, un appel pour l'instauration d'une décennie de l'afforestation qui obligerait le reste de la planète à inverser le cours actuel de destruction de nos forêts. Il a réitéré cela lors du dernier sommet de l'Union africaine et cela a été endossé par ses pairs. Nous nous attelons donc à travailler pour que cet appel du chef de l'État qui interpelle tous les pays se matérialise et que Brazzaville accueille au cours de cette année un grand sommet sur la décennie de l'afforestation.

Propos recueillis par Boris Khari Ebaka

## CONFLIT RUSSIE-UKRAINE

## L'Afrique du Sud réaffirme sa neutralité

A Bangalore en Inde, en marge du sommet G20 Finances, les ministres des Finances ne sont pas parvenus à signer un communiqué commun devant apporter des solutions aux défis posés par l'économie mondiale, à cause d'un désaccord sur un passage concernant l'Ukraine.

Le ministre sud-africain des Finances, Enoch Godongwana, a donné son point de vue lors d'une interview. « Je pense que le principal point d'achoppement a toujours été, à chaque rencontre, la question de la formulation de la situation entre l'Ukraine et la Russie. Le président a trouvé la meilleure façon d'aborder cette question, en reconnaissant que la majorité des pays ait leur position et les différences avec les autres pays », a-t-il déclaré. Face aux pressions occidentales, l'Afrique du Sud s'est abstenue de voter en faveur de toutes les différentes résolutions des Nations unies sur le conflit en Ukraine. Enoch Godongwana a aussi apporté des éléments sur la neutralité de son pays dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine et les derniers exercices militaires effectués par Pékin et Moscou au Cap.

Ainsi, il a ajouté : « L'Afrique du Sud a adopté une position ferme de non-alignement. En fait, une position en faveur d'un règlement négocié. Ainsi, les forces de défense affirment que cet événement a été planifié il y a longtemps, avant même la guerre ». Selon le ministre, les relations entre Moscou et Pretoria ont toujours existé et ne pourront être affectées par la situation en Ukraine. Il a appelé à une résolution pacifique du conflit. « Notre relation avec la Russie et notre amitié sont en place depuis longtemps et cette relation existe toujours. Cela signifie-t-il nécessairement qu'en agissant ainsi, nous soutenons la guerre ? Je dirais que non. Ce sur quoi nous sommes en désaccord avec les autres nations n'est pas que la Russie ait eu raison ou non. Ce sur quoi nous sommes en désaccord, c'est la réponse proposée », a-t-il précisé.

Le ministre sud-africain des Finances prenait part au sommet du G20 Finances au cours duquel Moscou a accusé les États-Unis, l'Union européenne et le G7 d'imposer un diktat via un chantage pour que leur interprétation du conflit en Ukraine figure dans le communiqué commun. Seules la Chine et la Russie n'ont pas approuvé deux paragraphes sur Kiev dans le résumé de cette conférence.

Noël Ndong

## PAIX

# La Chine propose des pistes de sortie de crise en Ukraine

L'ambassadeur de Chine en République du Congo, Ma Fulin, a indiqué le 1er mars à Brazzaville que son pays propose des pistes pour la résolution du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

« Si la Chine avance des idées sur le règlement pacifique de cette crise, c'est parce qu'elle n'en est pas partie prenante. La Chine n'est pas pour la violence », a déclaré Ma Fulin, lors d'un échange avec la presse congolaise.

L'ambassadeur de Chine a précisé que son pays n'était pas encore médiateur de la crise russo-ukrainienne mais, il fait des propositions qui sont saluées par plusieurs pays à travers le monde. La Chine dispose des relations de partenariat à la fois avec la Russie et l'Ukraine.

« Il faut avoir l'esprit d'équité, de justice pour pouvoir assurer la médiation. L'impartialité est très importante. La Chine n'a pas de parti pris. Notre devoir est de transformer le cercle vicieux en cercle vertueux »,



Ma Fulin échangeant avec la presse congolaise/Adiac

**« Si la Chine avance des idées sur le règlement pacifique de cette crise, c'est parce qu'elle n'en est pas partie prenante. La Chine n'est pas pour la violence »**

a-t-il signifié.

Pour le diplomate chinois, il faudrait un consensus au niveau de la communauté internationale pour que son pays puisse jouer le rôle de médiateur dans cette crise dont les conséquences touchent les cinq continents. Selon lui, la Russie a examiné les propositions chinoises qui sont appréciées par les Nations unies.

L'ambassadeur de Chine au Congo a également estimé que la résolution de la crise en Ukraine nécessite la prise en compte des préoccupations sécuritaires des deux parties belligérantes.

Le président chinois, Xi Jinping, a clarifié dans un document la position de son pays sur le règlement politique de la crise en Ukraine. Les propositions de la Chine sont, entre autres, le respect mutuel, l'abandon de la mentalité de la guerre froide, le cessez-le feu, la reprise des pourparlers, la protection des civils et des prisonniers de guerre, la

résolution de la crise humanitaire, la sécurité des centrales nucléaires, la réduction des risques stratégiques, l'arrêt des sanctions unilatérales.

Hormis ce document, le chef de l'Etat chinois en a proposé un autre portant sur l'initiative pour la sécurité mondiale qui évoque la responsabilité de la Chine dans le maintien de la paix dans le monde, ainsi que sa détermination à préserver la sécurité mondiale.

Le second document prévoit de soutenir le rôle central des Nations unies dans la gouvernance de la sécurité mondiale, s'efforcer de promouvoir la coordination et des interactions saines entre les grandes puissances, promouvoir le dialogue et la résolution pacifique des points chauds, relever les défis traditionnels et non traditionnels en matière de sécurité, renforcer l'édification du système et des compétences sur la gouvernance de la sécurité mondiale.

**Christian Brice Elion**

## COOPÉRATION

# Les Etats-Unis renforcent leur présence en Afrique

Après le sommet de décembre dernier entre les deux parties et durant lequel le président américain, Joe Biden, avait plaidé pour créer un vaste partenariat avec le continent africain, la première dame des Etats-Unis vient de rentrer dans son pays après une tournée africaine de près d'une semaine. Celle-ci a été l'occasion de « renforcer les partenariats » bilatéraux.

Jill Biden a appelé au raffermissement des relations entre son pays et l'Afrique, et indiqué que les Américains voulaient tenir un dialogue consacré aux intérêts réciproques de manière à ce que le continent africain soit bien représenté au sein des organisations internationales. « Nous nous engageons à faire en sorte que les pays africains n'aient pas seulement des voix dans des organisations telles que le Conseil de sécurité des Nations unies et le G20, mais que ces partenaires soient écoutés d'égal à égal », a déclaré la première dame des Etats-Unis à Windhoek, en Namibie, première étape d'une visite qui l'a conduite également au Kenya. Le premier séjour en Afrique de Jill Biden, en tant que première dame des Etats-Unis, fait partie d'une longue série de voyages de hauts responsables américains sur le continent cette année. La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, y a séjourné du

18 au 28 janvier dernier dans trois pays (Sénégal, Zambie et Afrique du Sud) et l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, s'est rendue au Ghana, au Mozambique et au Kenya du 25 au 29 janvier. Les Etats-Unis cherchent donc à affirmer leur présence face à la Russie qui y gagne du terrain alors que la Chine, premier créancier mondial des pays pauvres et en développement, investit massivement en Afrique.

L'on se souvient que lors du récent sommet Etats-Unis/Afrique, devant une cinquantaine de dirigeants du continent africain, le gouvernement américain avait souhaité engager un partenariat renouvelé entre les deux parties. « Quand l'Afrique réussit, les Etats-Unis réussissent. Le monde entier réussit », avait alors affirmé Joe Biden, annonçant une série d'investissements américains pour le continent. A ce sujet, l'administration Biden avait dévoilé

son intention d'investir 55 milliards de dollars pour l'Afrique, notamment pour améliorer les infrastructures de santé, promouvoir les énergies renouvelables, le numérique et repousser la faim.

S'agissant de l'insécurité alimentaire aiguë qui sévit dans la Corne de l'Afrique, la première dame des Etats-Unis a appelé les pays riches à donner davantage aux Etats de la région qui connaît sa pire sécheresse depuis quarante ans.

## D'autres Etats appelés à aider la Corne de l'Afrique

Pour faire face à cette catastrophe climatique, le gouvernement américain a financé la majeure partie de l'aide consacrée à la catastrophe qui a conduit à la mort de millions de têtes de bétail et détruit les récoltes. « Nous ne pouvons pas être les seuls. Il faut que d'autres pays se joignent à nous dans cet effort mondial pour aider la population de la région », a

déclaré Jill Biden. « Malheureusement, vous savez qu'il y a la guerre en Ukraine. Il y a le tremblement de terre en Turquie. Je veux dire qu'il y a beaucoup d'intérêts contradictoires, mais évidemment ici... les gens sont affamés », a-t-elle souligné.

L'effort consenti par l'administration Biden s'inscrit dans la continuité de la politique africaine des Etats-Unis. On connaît que depuis les présidences de George W. Bush (2001-2008), l'Afrique est devenue une priorité stratégique pour Washington, même si les Américains ont été longtemps accusés de la délaisser. Leur pays avait à l'époque multiplié par quatre son aide à l'Afrique subsaharienne, qui est passée de 1,4 milliard de dollars en 2002 à 8,1 milliards en 2010. Sous Barack Obama, par exemple, même si l'engagement des Etats-Unis en Afrique n'a pas connu d'avancées spectaculaires, personne n'oubliera que c'est lui qui a lancé le projet Power Africa

(Energie pour l'Afrique), un vaste plan censé doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne, doté d'une enveloppe de 7 milliards de dollars. C'est aussi à Barack Obama qu'on doit l'idée d'une rencontre au sommet Afrique/ Etats-Unis, dont il a inauguré en 2014 la première édition et dont la deuxième venait de se tenir à Washington. S'y ajoutent, entre autres, Feed the Future, en réponse à la crise alimentaire, ainsi que Young African Leaders Initiative, un programme visant à forger un réseau actif de jeunes leaders africains.

Quant à Donald Trump qui souhaite briguer un deuxième mandat, plus personne n'ignore que sa présidence a été marquée par un manque d'intérêt pour l'Afrique : absence de visites institutionnelles et réduction de l'engagement financier américain. Malgré cela, la résistance du Congrès avait permis de maintenir le fil des relations avec le continent noir.

**Nestor N'Gampoula**

## ARRET SUR IMAGE



Le sénateur français Stéphane Demilly, sénateur de la Somme, président délégué du groupe France-Afrique centrale et membre de l'Assemblée parlementaire de la francophonie a visité, le 3 mars, le Musée Galerie du Bassin du Congo.

“ Notre ambition : accompagner notre client dans l'atteinte de ses objectifs de vie grâce à une innovation qui vise à favoriser l'inclusion financière ”

**UBA Congo**, filiale du groupe **UNITED BANK FOR AFRICA plc**, a été élue « **Meilleure Banque de l'année** » en 2016, 2017 et 2021 par la publication anglaise, « **The Banker Magazine** » (du « **Financial Times** »). Forte d'un réseau de neuf (9) agences en pleine expansion, de solutions bancaires digitales innovantes et d'une équipe jeune et dynamique, **UBA Congo** ambitionne d'être la banque de tous aux produits adaptés à tout type de client. Nous favorisons la mobilité, la sécurité et la traçabilité des services bancaires et œuvrons pour une Afrique unie et économiquement prospère à travers l'ensemble de nos vingt (20) filiales africaines, ainsi que de nos autres représentations dans le monde (France, Angleterre, Etats-Unis, Dubaï).

Notre crédo **S** Simplicité  
**R** Réactivité  
**G** Orienté objectif

Vincent NGIMBOCK  
Directeur Général

**UBA**  
United Bank for Africa



Scanner pour télécharger  
La nouvelle application mobile UBA  
ou utiliser [bit.ly/newUBAmobile](https://bit.ly/newUBAmobile)

[www.ubacongobrazzaville.com](http://www.ubacongobrazzaville.com)  
Africa, USA, UK, France, UAE  
Africa's Global Bank



## FRANCE-CONGO

# Développer un partenariat agricole

Le président de la République française, Emmanuel Macron, a exprimé le 3 mars à Brazzaville sa volonté de développer un partenariat dans le domaine agricole avec la République du Congo.

« Nous croyons beaucoup à ce partenariat en matière agricole, de formation, mais aussi d'entreprise. Je souhaite qu'on puisse bâtir un partenariat conjoint entre les secteurs privés sur le plan de la formation, sur le modèle de ce que nous avons fait avec le Cameroun et l'Angola », a déclaré le président français, Emmanuel Macron, lors d'une prise de parole conjointe avec son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso.

Le chef de l'Etat français a estimé qu'un tel partenariat entre les écosystèmes des pays permettrait d'accompagner les efforts de diversification économique et d'accroissement de la production agricole au Congo.

Il a salué la reprise de l'économie congolaise consécutive aux réformes portant dans le cadre du programme de coopération économique avec le Fonds monétaire international et à l'appui de la France. Pour lui, les ressources générées par cette embellie devraient permettre d'accompagner les petites et moyennes entreprises.

Le président Emmanuel Macron a, en outre, exprimé l'appui de son pays au Congo dans le domaine de la préservation de l'environnement, notamment des forêts du Bassin du Congo, ainsi qu'à l'organisation dans les prochains jours à Brazzaville du sommet des trois bassins du monde (Amazonie, Congo et Bornéo). « Nous avons lancé beaucoup d'initiatives. Mais, pour



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Emmanuel Macron au Palais du peuple/DR

les forêts du Bassin du Congo, ici même, sous la supervision du président Denis Sassou N'Guesso, il y a eu beaucoup d'initiatives prises ces dernières années. Nous souhaitons avancer ensemble sur plusieurs choses », a-t-il indiqué.

Et de poursuivre : « Nous sommes prêts à aller mettre en place une école de formation sur les métiers qui aurait, d'ailleurs, une vocation régionale mais qui pourrait être faite ici. Ensuite, notre souhait est que le Congo puisse s'engager dans une stratégie véritablement de partenariat pour la conservation positive. Ce qui nous permettrait de mobiliser des finances internationales ».

De son côté, le président Denis Sassou N'Guesso a rappelé les liens historiques qui lient le Congo et la France, le rôle de Brazzaville, déclarée capitale de la France libre en 1940 par le général Charles de Gaulle. Il a aussi évoqué le lancement de la décennie mondiale d'afforestation en terre congolaise. « Nous avons déjà obtenu le soutien du secrétaire général de l'ONU, celui du président Emmanuel Macron. Je crois qu'ensemble, nous allons organiser le sommet des trois bassins... Ce sera un événement majeur pour la lutte contre le changement climatique. Nous sommes heureux de savoir que le président Emmanuel Macron sera des nôtres », a-t-il signifié.

Christian Brice Elion

## Le soutien aux priorités du Congo

En marge de la visite le 3 mars du président français, Emmanuel Macron, à Brazzaville, le Congo et la France ont signé une convention de financement et un contrat d'assistance technique pour soutenir les priorités du Congo et renforcer le partenariat franco-congolais dans la gestion durable des forêts, et la diversification économique.



La signature des conventions par les deux parties/Adiac

Signés entre le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, pour la République du Congo, et la secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, et le directeur

général de BPI France, Nicolas Dufourq pour la France, ces accords témoignent de la volonté des deux parties de relever ensemble les défis communs. « Nous partageons une même volonté d'avancer ensemble, de relever ensemble nos défis communs. Pour nous Français, cela veut dire renforcer notre soutien aux prio-

rités congolaises, en vous appuyant via nos investissements et notre expertise », a déclaré Chrysoula Zacharopoulou. Sur les deux conventions paraphées, la première porte sur le financement du programme Kopekoba dont la contribution française s'élève à plus de 65 millions d'euros. Elle

visé à soutenir les priorités du Congo en matière d'aménagement du territoire. L'objectif étant de contribuer à financer et structurer une agriculture dynamique, durable et respectueuse de l'environnement. Selon la secrétaire d'Etat, ce projet concrétise l'ambition collective issue de « One Planet Summit » qui s'est tenu du 1er au 2 mars à Libreville, au Gabon, consacré à la préservation des forêts et la valorisation durable des ressources naturelles. S'agissant de la deuxième convention, elle concerne un contrat d'assistance technique destiné à soutenir le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa) du Congo dans sa mission de dynamisation et de diversification de l'économie congolaise. Une expertise qui bénéficiera à des dizaines de petites entreprises congolaises en vue de favoriser leur croissance.

« L'appui dont vient de bénéficier le Figa est une contribution importante au processus de diversification

économique dans lequel s'est engagé le gouvernement à travers le Plan national de développement (PND) 2022-2026 », a indiqué pour sa part le ministre congolais de l'Economie et des Finances, précisant qu'il s'agit d'un accompagnement destiné aux PME et aux Très petites entreprises artisanales. Le ministre Jean-Baptiste Ondaye, qui s'est félicité de l'excellente qualité des relations historiques qui lient les deux Etats, a rappelé quelques axes qui témoignent de la vitalité de l'axe Paris-Brazzaville. Il s'agit, a-t-il précisé, de quinze projets financés par le contrat de désendettement pour une enveloppe globale de 229 millions d'euros ; de trois prêts souverains d'un montant de 232 millions d'euros dédiés aux secteurs de l'énergie, de l'eau, d'assainissement des quartiers précaires de Brazzaville, et de deux instructions de soutien budgétaire de 112 millions d'euros dont 75 millions d'euros décaissés à ce jour.

Guy-Gervais Kitina

## RDC

# Le Burundi va déployer des troupes à l'Est du pays

La République du Burundi, par l'intermédiaire de son chef des forces de défense, a confirmé le 4 mars, le déploiement de ses troupes au sein de la Force régionale d'Afrique de l'Est dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) conformément à la feuille de route établie par les chefs des forces de défense/états-majors de la communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (CDF/CDS) le 9 février 2023, à Nairobi, au Kenya. Tous les autres États partenaires contributeurs de troupes de l'EAC se déploieront prochainement dans les délais convenus, indique un communiqué de la communauté d'Afrique de l'Est, publié le vendredi 3 mars.

Le déploiement des troupes burundaises, a indiqué la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du 20e sommet extraordinaire des chefs d'État de cette organisation, qui s'est tenu le 4 février dans la capitale burundaise, à Bujumbura, de la réunion des chefs d'état-major des forces de défense de la CAE du 9 février à Nairobi, au Kenya, et du mini-sommet sur la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC, organisé en marge du 36e sommet de l'Union africaine, le 17 février à Addis-Abeba, en Éthiopie. Le calendrier de constitution et de déploiement du mécanisme de surveillance et de

vérification de la CAE, chargé de surveiller et de vérifier le cessez-le-feu et le retrait de tous les groupes armés, rappelle-t-on, a été fixé au 28 février. Les États partenaires de la CAE ont, depuis, identifié les membres du mécanisme de surveillance et de vérification qui rejoindront d'autres mécanismes existants tels que le mécanisme de vérification ad hoc et le mécanisme de vérification conjoint élargi dans l'Est de la RDC.

Le président du Sommet des chefs d'État de la CAE et président de la République du Burundi, Évariste Ndayishimiye, a tenu le 2 mars une réunion consultative avec les commandants des mécanismes de vérification, en vue d'examiner les progrès et de mettre en place un cadre de vérification conjoint, conformément à la directive du mini-sommet sur la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC, qui s'est tenu le 17 février à Addis-Abeba.

## Des fonds pour soutenir les efforts de rétablissement de la paix

La quête de la CAE pour trouver une solution durable à la restauration de la paix et de la sécurité dans l'Est de la RDC, rappelle l'organisation, a reçu le soutien du monde entier. En effet, indique la CAE, au cours du 36e sommet de l'Union africaine qui vient de s'achever, son Conseil de paix et de sécurité

a engagé des fonds pour soutenir les efforts de rétablissement de la paix dans l'Est de la RDC, à partir du Fonds pour la paix de l'organisation continentale. D'autres partenaires de développement et organismes mondiaux se sont également engagés à continuer à soutenir le processus. « La CAE reste déterminée à utiliser les cadres régionaux et mondiaux existants pour faire face à la crise sécuritaire et réitère l'appel des chefs d'État à un cessez-le-feu immédiat, au retrait de tous les groupes armés dans l'est de la RDC et à l'ouverture du dialogue », indique l'organisation.

Patrick Ndungidi

« La CAE reste déterminée à utiliser les cadres régionaux et mondiaux existants pour faire face à la crise sécuritaire et réitère l'appel des chefs d'État à un cessez-le-feu immédiat, au retrait de tous les groupes armés dans l'est de la RDC et à l'ouverture du dialogue »

## NOTE D'ORIENTATION DU PNUD

### Aggravation rapide des écarts entre pays développés et pays en voie de développement

La note d'orientation du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), récemment publiée et intitulée « **Building Blocks Out of The Crisis** », révèle une aggravation rapide des écarts entre pays développés et pays en voie de développement, malgré les différentes initiatives prises pour la transformation du système financier international.

La note identifie cinquante-deux économies en développement à revenu faible ou moyen, en situation de surendettement ou à haut risque de surendettement, représentant plus de 40% des personnes les plus pauvres du monde. Pour pallier ce phénomène, le Pnud propose la restructuration de la dette des pays en voie de développement pour aboutir à la création d'un système, d'une architecture de dette qui prend en compte la situation actuelle.

Face à la fracture observée entre les pays développés et ceux en voie de développement, l'administrateur du Pnud, Achim Steiner, estime que le temps est venu de passer des paroles aux actes. « Le moment est venu de s'attaquer au gouffre qui se creuse entre les pays riches et les pays pauvres, de modifier le paysage multilatéral et de créer une architecture de la dette adaptée à notre monde complexe, interconnecté et post-covid », a déclaré Achim Steiner. La lutte contre ce phénomène passe notamment par les mesures que doivent prendre les dirigeants mondiaux « pour aider les pays en développement à amortir les effets des crises actuelles qui se chevauchent, tout en veillant à ce que les ressources financières soient alignées pour soutenir des transitions justes, inclusives et équitables pour tous les pays ».

Le Pnud relève, par ailleurs, le nombre record (vingt-cinq), depuis plus de vingt ans, des gouvernements d'économies en développement qui ont des paiements au titre du service de la dette extérieure supérieurs à 20% de leurs recettes totales auquel s'ajoute l'augmentation du fardeau de la dette. L'on constate, précise la note d'orientation, « que les dépenses pour les services essentiels, y compris les mesures d'adaptation et de réponse à la crise climatique, sont réduites ». Selon Achim Steiner, d'autres crises menacent les pays les plus accablés par la dette et le manque d'accès aux financements, notamment l'impact économique de la covid-19, la pauvreté et l'accélération de l'urgence climatique, a fait valoir.

Jules Tambwe Itagali

## USAGES

### La politique linguistique de la RDC est « linguicide »

En marge de la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle, Raoul Ekwampok Ka'ndum, professeur à la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université pédagogique nationale (UPN), s'est insurgé contre la préférence accordée aux langues étrangères au détriment des langues locales.

« La politique linguistique de la RDC et son impact sur les langues nationales dans le système éducatif : problèmes et pistes de solution » procède à la critique des politiques linguistiques mises en place depuis 1960. Le Pr Raoul Ekwampok Ka'ndum le tient pour un ouvrage « plaidoyer pour la promotion des langues dites nationales pour qu'elles deviennent des langues officielles ». Il dit être parvenu « à la conclusion que la politique linguistique en vigueur est une politique "linguicide" car elle ne favorise que les langues étrangères au détriment des quatre langues nationales ». Convaincu, du reste, que, « le concept langues nationales est réducteur ». En effet, comme il l'a soutenu au « Courrier de Kinshasa », les quatre langues nationales reconnues, à savoir le lingala, le swahili, le kikongo et le ciluba « sont en réalité des langues internationales » et c'est bien vérifiable.

L'audience des langues nationales n'est pas à réduire à la seule République démocratique du Congo (RDC) car leur statut réel de langues internationales est avéré. Pourtant, le français, brandi comme la seule langue officielle, est mis en avant ne laissant aux langues locales qu'une place secondaire. Pour le Pr Ekwampok, il est inadmissible qu'il en soit ainsi dès lors que « la RDC a vocation de devenir une grande puissance parmi les nations modernes et dans tous les domaines ». Il est d'avis



Le Pr Raoul Ekwampok mène un plaidoyer pour la promotion des langues dites nationales/Adiac

que « nous vivons une situation d'aliénation, d'acculturation en ce qui concerne nos langues ». Le problème se pose avec acuité après que nous avons subi entre cinq à six siècles de domination dont les séquelles semblent avoir la peau bien dure.

#### Un statut réducteur

« D'aucuns pensent que le ciluba n'est parlé qu'au centre de la RDC. La vérité c'est qu'il est plutôt parlé majoritairement en RDC et en minorité au Nord-Est de l'Angola. Et ce, depuis l'époque coloniale », indique le linguiste. Le swahili, c'est connu, est aussi d'usage en dehors des frontières de la RDC. Et qui plus est, son audience est de loin plus large que les

trois autres langues vu qu'il est usité aussi dans certains de ses pays frontaliers à l'instar de l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et la Zambie mais aussi au Kenya, en Afrique de l'Est. Le lingala, langue qu'ont en partage les deux Congo, se trouve aussi parlée, quoique dans une moindre mesure, en République centrafricaine et au Sud Soudan. Le kikongo, tout comme le lingala, est également une langue internationale avec des locuteurs sur la rive droite du fleuve Congo et « en Angola, au Gabon et au Cameroun », soutient le professeur. « Mais pourquoi les considère-t-on donc toujours comme langues nationales ? », demandait-il, affirmant ici que « ce statut-là est réducteur ».

Pire encore, les quatre langues nationales ne sont plus utilisées dans l'enseignement. Elles sont, d'ailleurs, proscrites dans plusieurs écoles où les élèves qui osent s'exprimer dans l'une d'entre elles peuvent encourir une punition. Le scientifique nous renseigne que des enquêtes réalisées ici à Kinshasa « ont démontré que les écoles primaires s'éloignent de plus en plus du lingala, la langue du milieu ». Et de renchérir : « Lorsqu'on ne tient pas compte de la langue maternelle dans l'enseignement, on bloque le développement cognitif de l'enfant ». Ceci explique « les échecs par milliers enregistrés dans les écoles », comme dit dans l'un des chapitres de son livre.

Nioni Masela

## MUSIQUE

# Le Fespam fait son retour cette année

Après huit ans d'hibernation, le Festival panafricain de musique (Fespam) sera de nouveau organisé d'ici à juillet-août, dans la capitale congolaise.

L'annonce faite par le ministère de l'Industrie culturelle, du tourisme, des arts et des Loisirs (Mictal) était attendue depuis belle lurette car la dernière édition du Fespam remonte à 2015, mais également du fait que l'événement figure parmi les plus grands rendez-vous musicaux du continent. A en croire Emeraude Kouka, poète, critique d'art, conseiller aux Arts et aux Lettres au Mictal, les préparatifs de cette édition de relance du Fespam vont bon train : les échanges sur la validation de la date exacte, les recherches de partenariat et financements, la programmation artistique, la campagne de communication, etc.

« Les préparatifs se déroulent bien. C'est une édition de relance qui associera aussi bien les stars internationales que les musiciens moyens et les jeunes talents. Ce sera une édition grandiose, avec, en plus d'une programmation variée, plusieurs scènes, des villages Fespam et la relance du Musaf (le marché de la musique africaine) qui accueillera une exposition sur la musique avec des stands de divers pays africains », a souligné Emeraude Kouka. A ce propos, la divulgation détaillée des



Lors de la dernière édition du Fespam en 2015/DR

informations liées à l'événement se fera au fur et à mesure dans les prochains mois.

Cette onzième édition du Fespam se veut sans doute le festival de l'année à Brazzaville à ne pas manquer pour tous ceux qui aiment de près ou de loin le continent africain et sa grande variété

musicale ainsi que l'étendue de ses talents. Pour les autres, c'est l'occasion de découvrir la richesse insoupçonnée des cultures africaines. Comme à son habitude, le Fespam réunira une palette incontournable d'artistes et de groupes musicaux africains ainsi que des Amériques et des Antilles

de différents genres. L'édition de relance prévue entre juillet-août entend mettre en exergue l'inscription de la rumba congolaise au patrimoine immatériel de l'humanité avec une belle programmation qui rendra hommage aux talents des deux Congo.

Créé en 1996, le Fespam revêt

aujourd'hui une grande importance pour le Congo parce qu'il concerne tout le continent africain, duquel il projette une image riche, positive, créative, ouverte sur le monde entier. Aussi, à la fin du siècle précédent, alors que le pays sortait des guerres civiles qui lui avaient fait tant de mal, le Fespam a restauré pour une très large part son image et a, de ce fait, contribué à promouvoir une atmosphère de confiance, de paix et de vivre-ensemble au sein du peuple.

Fort de ces enjeux, la onzième édition devrait continuer dans cet élan de rencontre, de valorisation, d'échange, de partage et d'opportunités pour les acteurs de l'industrie culturelle et musicale, mais aussi pour les peuples. Aux autorités congolaises, au comité d'organisation du Fespam ainsi qu'aux partenaires multiformes de faire de cette prochaine édition du Fespam un nouveau succès planétaire. Les hommes, les femmes, les structures, le savoir-faire, les compétences nécessaires et la détermination, ce n'est pas ce qui manquerait pour franchir les barrages dressés sur la route de la continuité du Fespam, organisé chaque deux ans à Brazzaville.

Merveille Jessica Atipo

**« Les préparatifs se déroulent bien. C'est une édition de relance qui associera aussi bien les stars internationales que les musiciens moyens et les jeunes talents. Ce sera une édition grandiose, avec, en plus d'une programmation variée, plusieurs scènes, des villages Fespam et la relance du Musaf (le marché de la musique africaine) qui accueillera une exposition sur la musique avec des stands de divers pays africains »**

## NÉCROLOGIE



Le président de la mutuelle des commissaires de police de la première promotion « Colonel Olingou-Basile » (Promolib) de l'École nationale supérieure de police de Moukondo informe l'ensemble des mutualistes du décès du commissaire de police Gobert Martin, survenu le mercredi 1<sup>er</sup> mars 2023 à l'hôpital des Armées Pierre-Mobengo de Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient au n° 17 de la rue Moutala, arrêt marché Massengo, précisément à côté de l'église ACK.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

La présence de tous les mutualistes à Brazzaville est vivement souhaitée.

**Le président**

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

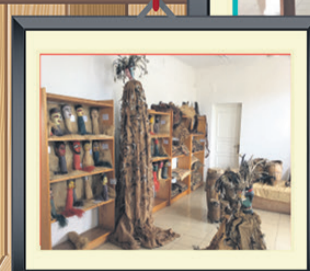
Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée  
du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## MÉDIAS

# Des journalistes en formation au CIPCC à Pékin

Près d'une soixantaine de journalistes provenant de différents continents participent à un séminaire de formation piloté par le Centre de communication de la presse internationale de Chine (CIPCC), durant ce premier semestre de l'année.

La matinée du 2 mars, les participants ont eu une séance d'entretien avec les responsables du programme CIPCC 2023 qui leur ont présenté la feuille de route des différentes activités prévues durant leur séjour en terre chinoise qui durera des semaines pour certains et environ quatre mois pour d'autres.

Ainsi la participation au CIPCC s'articulera notamment autour de plusieurs activités, à savoir les entretiens pour les principales activités nationales et diplomatiques ; la participation aux conférences nationales sur la condition et formation de la presse ; l'immersion et l'expérience culturelle chinoise ; des visites à Pékin et en dehors de la ville ; ainsi que des stages dans les médias centraux de la capitale chinoise. Aussi, cette année, les participants en profiteront pour avoir une couverture médiatique des « Deux Sessions » et de la réunion annuelle 2023 du BFA (Boao Forum For Asia) à Hainan.



Près d'une soixantaine de journalistes participent à la formation offerte par le CIPCC/DR

Organisé depuis 2014 par l'Association chinoise de diplomatie publique, le programme a été initié dans le but de renforcer les échanges et de promouvoir une coopération pratique entre les médias chinois et étrangers et d'emmener les participants au programme à acquérir une compréhension globale et approfondie de la Chine. A ce propos l'un des responsables du programme, Zou Benshuo, a exhorté les

participants à capitaliser leur séjour pour vivre une expérience professionnelle inoubliable, qui en même temps favorise le brassage culturel. Au terme de cette première rencontre de groupe, les participants ont suivi la vidéo rétrospective de l'édition 2022 avant de se familiariser. « Ça me fait du bien d'être ici car c'est ma première fois de séjourner en Chine. Aussi, ce programme est une belle initiative que je salue car

il regroupe les journalistes d'Afrique, Asie, Amérique, Europe. Ce qui favorise évidemment un réel brassage culturel et un partage d'expérience. On aura l'occasion de découvrir le paysage chinois sous différents angles. A travers les visites et rencontres, j'estime qu'on découvrira d'autres technologies et savoir-faire », a confié Nadège, participante du Burkina Faso.

Notons que les participants

au programme de cette année viennent notamment de la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Burkina Faso, le Cameroun, le Nigéria, le Sénégal, l'Égypte, le Mozambique, la Jamaïque, le Vénézuéla, le Cambodge, la Guyane, l'Inde, la Bulgarie, la Serbie, les Bahamas, la Barbade, le Pakistan, la Thaïlande, la Malaisie, etc.

De notre envoyé à Pékin,  
Merveille Jessica Atipo

## CAN U-20

# Le Congo éliminé aux tirs au but

Le Congo et la Tunisie se sont donné coup pour coup afin d'obtenir le dernier billet des demi-finales mais aussi une qualification pour la phase finale de la Coupe du monde de la catégorie. Au finish, ce sont les jeunes tunisiens qui l'ont emporté au terme d'une rencontre d'un suspense insoutenable (5-4 aux tirs au but après une égalité de 3-3 au temps règlementaire).

La déception est énorme puisque les Diables rouges tenaient la qualification jusqu'à la 118e minute. Les Congolais ont grillé leur joker lorsqu'Ali Saoudi a permis à la Tunisie d'inscrire le but de trois partout à la 119e minute; donc la dernière des prolongations. Les Congolais ont tout donné mais à chaque fois, ils éprouvaient de sérieuses difficultés à conserver leur avantage. Très inspiré, Deo Gracias Bassinga ouvrait le score à la 24e minute. Jubril Othman lui a répondu à la 37e. Les Tunisiens repassaient devant grâce à une réalisation de Samy Olivier Chouchane à la 76e minute. Déo Gracias Bassinga, encore lui, égalisait à la 80e minute avant de donner sur penalty un avantage aux Congolais à



Les Diables rouges U-20 échouent à la porte de la Coupe du monde/DR

la 102e minute. L'égalisation concédée à la 119e minute a été sans nul doute le tournant de ce quart de finale le plus

prolifère de cette édition. Les Diables rouges rendent les armes aux tirs au but en manquant trois tentatives

contre deux pour la Tunisie. Les sorties de Prince Soussou et Bassinga, deux spécialistes dans cet exercice, ont été

préjudiciables. Les Congolais n'ont pas démerité puisque le match s'est joué à rien. Dommage qu'ils ne verront plus la Coupe du monde de l'Indonésie qui leur tendait déjà les bras pour ainsi imiter leurs aînés en 2007. Pour la suite de la compétition, la Tunisie affrontera lundi le Sénégal en demi-finale. Les Sénégalais ont éliminé les Béninois 1-0. L'autre demi-finale mettra aux prises le Nigeria, vainqueur de l'Ouganda 1-0, à la Gambie qui a éliminé le Soudan du Sud 5-0. Le Sénégal, le Nigeria, la Gambie et la Tunisie représenteront l'Afrique au mondial prévu du 20 mai au 11 juin. Que c'est cruel pour les Diables rouges!

James Golden Eloué

## ELECTIONS À LA LIGUE DU SPORT DE TRAVAIL DE BRAZZAVILLE

## Lucie Brigitte Mvilakanda élue présidente de la Ligue

La Ligue de Brazzaville a depuis le 1er mars une nouvelle présidente. Lucie Brigitte Mvilakanda a été élue au cours de l'assemblée générale élective convoquée par la Fédération congolaise du sport de travail.

La nouvelle présidente s'est engagée à vulgariser le sport dans les sociétés et les entreprises tout en œuvrant à la promotion, la généralisation et au développement de l'éducation physique et sportive au bénéfice des travailleurs.

Organiser des compétitions dans chaque discipline, des formations des officiels techniques, des séminaires à la faveur des entraîneurs des clubs selon les règles de jeu et participer à des manifestations sportives font



Lucie Brigitte Mvilakanda, nouvelle présidente de la ligue/Adiac

partie des défis à relever. « Nous allons contribuer à la propagation et à la sauvegarde de l'éthique sportive puis exercer et coordonner les activités selon les textes et lois en vigueur », a promis Lucie Brigitte Mvilakanda.

Elle sera aidée dans l'exercice de ses fonctions par des hommes qu'elle estime partager sa vision, notamment Privat Kemoni et Ferdinand Nguie, respectivement premier et deuxième vice-président. Tcho Thècle Kissita est troisième vice-prési-

dente. Louis Noël Lemba et Prince Loutonadio assument respectivement les fonctions de secrétaire général et d'adjoint. Gildas Olessombo Itoua est le trésorier général avec pour adjointe Pascaline Banguissa. Achile Régis Mouzele, Frank Nkaba, Lionnelle Mabilia Biboussi sont les membres. Flore Ngoulassala, Alexandre Mouciny Bisseyou et Romuald Mbeya sont les membres du commissariat aux comptes.

**Malanda Mouanda Ndongui**  
(stagiaire)

## Le clan Rodrigue Dinga contre-attaque

Les élections à la Ligue départementale du sport de travail de Brazzaville prennent déjà l'allure d'un feuilleton à rebondissements.

Le 1er mars, la Fédération congolaise de sport de travail (FCST) a organisé l'assemblée générale de cette ligue au cours de laquelle Lucie Brigitte Mvilakanda a été élue présidente. Impossible de dire qu'elle a vraiment succédé à Rodrigue Dinga Mbomi puisque son bureau est monté au créneau, le 3 mars, pour contester puis rejeter cette assemblée générale élective.

Rodrigue Dinga Mbomi et les siens ont assuré qu'ils utiliseront tous les recours nécessaires et possibles, notamment saisir la Chambre de conciliation d'arbitrage du sport pour faire valoir le droit du sport et celui de ses membres que sont les administrations et les entreprises tant publiques que privées. Dans la déclaration lue par Jean-Pierre Packa, vice-président, ils affirment être mis à l'écart du processus électoral pour la simple raison qu'ils ont seulement appris la tenue de cette assemblée sur les réseaux sociaux ou encore par la presse alors qu'ils sont censés défendre leur bilan au cours de cette cérémonie. La FCST a arbitrairement suspendu leur bureau pour dépassement de mandat.

« La Fédération a fait parvenir à la Ligue de Brazzaville du sport de travail une circulaire non datée sans ampliation, l'informant de sa suspension pour motif de dépassement de mandat. Pour-

quoi suspendre uniquement la ligue de Brazzaville alors que toutes les ligues étaient en dépassement de mandat ? », se sont-ils interrogés. Ce bureau confirme avoir échangé avec la direction des activités sportives et la direction départementale des Sports à ce sujet. Les deux structures lui avaient rassuré que seule une assemblée générale extraordinaire pouvait démettre les instances qu'elle a mises en place, « autorisant la ligue à continuer à exécuter son programme d'activités jusqu'à la clôture de la saison ».

Ce clan explique avoir déposé une correspondance de contestation de sa suspension le 15 juillet à la FCST par voie d'un huissier. Cette correspondance est restée sans réponse jusqu'au mardi 28 février 2023, soit sept mois après son dépôt.

**« La Fédération a fait parvenir à la Ligue de Brazzaville du sport de travail une circulaire non datée sans ampliation, l'informant de sa suspension pour motif de dépassement de mandat. Pourquoi suspendre uniquement la ligue de Brazzaville alors que toutes les ligues étaient en dépassement de mandat ? »,**

Pour eux, la fédération avait expressément reporté à cinq reprises la tenue de l'assemblée générale élective pour parvenir à ses fins.



Jean-Pierre Packa lisant la déclaration contestant les élections à la ligue du sport de travail de Brazzaville/Adiac

**Le corps électoral fait débat**  
Le corps électoral ayant élu la nouvelle présidente a été vivement contesté. Selon les

que les clubs ayant participé à au moins une compétition organisée. Or, la FCST a décidé de ne pas valider la saison 2021-2022. Elle a décidé de

clure les quarante-neuf clubs ayant participé aux différentes compétitions organisées par la ligue de Brazzaville cette saison. « Est-ce que cette disposition est conforme à la circulaire n°455 du 4 juin signée par le ministre des Sports ? Cette disposition ministérielle serait-elle devenue caduque ? La fédération peut-elle édifier le mouvement sportif national congolais sur les critères de validation d'une saison ? », s'interroge le bureau. Depuis sa mise en place, a-t-il rappelé, cette fédération n'a jamais tenu de conseil fédéral ni organisé une compétition sur le plan national en trois ans. Affaire à suivre.

**James Golden Eloué**

textes, c'est la ligue qui définit le corps électoral en s'appuyant sur la circulaire du ministère des Sports qui stipule que ne peut avoir droit au vote

prendre la circulaire en contrepartie en constituant le corps électoral des clubs ayant mis en place les instances fédérales actuelles en 2020 pour ainsi ex-

## DIGITALISATION DES ENTREPRISES

# La Chambre de commerce signe une convention de partenariat avec l'ONG Pratic

Le partenariat scellé le 1er mars est axé sur l'accompagnement de la Chambre de commerce et des entreprises de Pointe-Noire et du Kouilou par l'Organisation non gouvernementale (ONG) Promotion, réflexion, analyse sur les technologies de l'information et de la communication (Pratic) dans la transition et la transformation numérique à travers, entre autres, la formation et la certification des personnels.

Le document a été signé par Didier Sylvestre Mavouenzela, président de la Chambre de commerce et des entreprises de Pointe-Noire et du Kouilou, et Luc Missidimbazi, président de Pratic. Le partenariat va permettre à la Chambre de commerce de poursuivre sa transformation numérique entamée avec le lancement de la plateforme d'informations économiques du Congo «Liziba», mise en place dans le cadre de la deuxième phase du Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II), financé par l'Union européenne. Il permettra également aux entreprises de Pointe-Noire et du Kouilou de bénéficier de l'accompagnement de l'ONG Pratic dans leur transition numérique.

Un aspect qui s'avère très positif pour ces entreprises, selon Didier Sylvestre Mavouenzela. « Nous avons une mission d'éveil et une de nos actions nous a permis de montrer qu'inclure le numérique dans les entreprises fait deux à trois points de croissance.



C'est ainsi que lorsque nous étions en train d'élaborer notre plan stratégique 2022-2024, nous avons retenu un axe qui consistait en la digitalisation de la Chambre de commerce mais aussi des entreprises. Il nous fallait un partenaire pour la mise en œuvre. C'est ainsi que

Luc Missidimbazi et Didier Sylvestre Mavouenzela lors de la signature de la convention Adiac nous nous sommes tournés vers Pratic pour permettre à la Chambre de maîtriser les outils numériques en même temps que les entreprises de Pointe-Noire et du Kouilou », a-t-il expliqué.

Pour ce faire, deux programmes vont être mis en œuvre. Ils portent notamment sur la for-

mation et la certification des compétences numériques dans l'environnement professionnel (évaluation des compétences numérique que Pratic est habilitée aujourd'hui à certifier après formation) et la mise en place des projets de transition numérique des entités. Ces programmes permettront donc

à la Chambre de commerce et aux entreprises de Pointe-Noire et du Kouilou d'avoir les outils numériques nécessaires, un environnement digital et des services qui vont les aider à mieux communiquer en interne et en externe. « On évalue les compétences numériques des individus, on les aide à mieux les utiliser en mettant des projets comme le digital marketing, l'usage des outils bureautiques, une meilleure connaissance des problématiques de cyber sécurité et d'intelligence artificielle », a indiqué Luc Missidimbazi.

Notons que l'ONG Pratic existe depuis quinze ans et œuvre pour la promotion du numérique. Elle est porteuse du projet Osiane, le grand salon international des technologies de l'information et de l'innovation qui se tient depuis sept ans à Brazzaville où elle est basée. L'organisation a des antennes dans d'autres villes du pays comme Pointe-Noire et à l'étranger (France, Belgique et autres).

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## MUSIQUE

## K-Musica annonce un concert exceptionnel

Le groupe du feu président fondateur Yves Saint Lazare, décédé il y a quelques années, fera résonner ses sonorités rumba et ndombolo le 8 mars prochain, à l'hôtel Oken Palace de Fouks, lors d'un concert exceptionnel.

Le groupe K-Musica annonce un show unique dans la ville de Pointe-Noire, histoire de défendre en live son dernier opus intitulé «Na ya pé», sorti dans les bacs l'année dernière. Cet opus démontre la maturité acquise au fil des années par ce groupe,

un single qui n'a pas mis longtemps à séduire les oreilles des fans grâce à des styles aussi divers et variés que la rumba et le ndombolo.

Lors de ce concert, K-Musica en profitera sûrement pour interpréter en live ses précédents tubes dont « Mod-

rush 777 » sorti en 2021, en hommage à son feu président fondateur, Yves Saint Lazare; « C'est le moment » et « La montée de l'aigle ».

Les chansons de ce groupe disent tout son amour pour ses fans, des chansons que les mélomanes laissent, d'ailleurs, facilement pénétrer pour des émotions enfouies à l'intérieur comme un son venu des tréfonds de l'humanité.

En effet, K-Musica a un répertoire riche avec des mots justes qui vont droit au cœur, parfois si difficiles à dire mais si bien chantés par ses musiciens qu'ils résonnent comme une poésie pure et éthérée.

Considéré comme l'un des meilleurs groupes de Pointe-Noire, K-Musica chante la vie, l'amour mais également des joies et des peines d'un quotidien ordinaire. Ses chansons sont composées de mots simples qui vibrent au plus profond de l'âme; des textes transparents, envoûtants et énigmatiques, nostalgiques et poétiques, déclarations d'amour, etc....

Notons que ce concert s'annonce déjà grandiose car ce sera un moment d'émotion et de pure folie en musique.

Hugues Prosper Mabonzo

## Le groupe Dolisiana se produira dans la ville océane

Le groupe mythique de la capitale de l'or vert, Dolisiana, donnera un concert le 25 mars à l'espace Airtel city de Mvouvou à Pointe-Noire. Un retour flamboyant après son dernier concert en novembre dernier.

Fort de morceaux devenus intemporels, le groupe Dolisiana signera sans nul doute l'un des concerts les plus spectaculaires et maîtrisés de cette année. Bien sûr, avec ce groupe, les concerts se suivent mais ne se ressemblent jamais. Chaque concert de Dolisiana est forcément un événement. Celui-ci aura une saveur particulière puisque le groupe y revisitera l'ensemble de sa discographie. Un univers très léché, une esthétique puissante pour un concert qui promet d'être un voyage aussi musical que visuel. Les membres de ce groupe sont impatients d'explorer autant de chansons que possible dans l'espoir de donner aux fans le spectacle qu'ils attendaient. Ils interpréteront des chansons de leur répertoire qu'ils ont toujours autant de plaisir à chanter et d'autres très symboliques liées à leur attachement à la musique. Cette passion qui fait d'eux des musiciens hors pair.

En spectacle, les musiciens de Dolisiana dégagent une énergie où l'on peut déceler leur influence musicale teintée de sonorités rumba. Ce groupe est exceptionnel,



avec son sens aigu du spectacle, chacun de ses concerts se vit à la manière d'une expérience, caractérisée par une maîtrise impeccable, entre show parfaitement scénographié et moments plus intimistes.

Le rendez-vous est donc pris pour le 25 mars à l'espace Airtel City de Mvouvou, pour un moment de bonheur, de joie et de pure folie en musique. Parmi les invités surprises, il y aura Achille Mouebo, T-Wany, Dj Corbillard, Azize le fort, Etoile musica, leader Djouf.

H.P.M.



## HUMEUR

## WhatsApp : le partage des fausses nouvelles devient pathologique

Quand en 2009 Jan Koum et Brian Acton créaient le WhatsApp, qui voudrait tout simplement s'interroger en français « Comment ça va ? », ils souhaitaient avoir un service de messagerie qui fonctionnerait de façon rapide et fiable plus que le SMS. Tout ceci pour rendre des grands services à l'humanité tout entière, surtout que le monde est devenu aujourd'hui un village planétaire. Mais les utilisateurs de cette application ont petit à petit donné une direction déviante et mensongère à celle-ci.

Oui, le whatsapp permet des échanges de messages, images, vidéos ou messages audio via Internet. A dire vrai, trop d'informations voire même erronées ont envahi cette application pourtant salutaire à ses débuts. Ces derniers temps, tout le monde est piqué par on ne sait quel moustique pour « partager » des informations de façon brutale et brute avant qu'elles ne soient certifiées comme vraies.

A travers la célébrité de cette application, des gens peuvent soit partager une discussion, soit une photo, une vidéo ou encore un fichier ou un message vocal avec d'autres. Mais le vrai problème qui se pose actuellement, c'est la certitude ou bien le contenu de ce qui est partagé. Et comme, l'usage de cette application devient incontournable vu des différents services qu'il rend, ne serait-il pas souhaitable que son utilisation soit beaucoup plus responsable et raisonnable ?

Aucun pays ou aucune personne aujourd'hui ne peut s'en passer de cette application. Malheureusement, le quota des informations reçues par jour et de qualité douteuse est plus important que celui des informations fiables. Le WhatsApp est trop entré dans la vie privée des gens et nombreux en paient le lourd tribut. Avec des imaginations de toute sorte, des autorités sont salies, diffamées et dénigrées de la façon la plus impitoyable. En trois ou cinq minutes seulement, des informations mensongères peuvent faire le tour du monde, à travers des partages et transferts inouïs.

Avec cette allure, et même des informations réelles risquent de tomber dans la banalité, alors qu'il n'en est pas question. Encore que le plus souvent, l'expéditeur demande toujours à son destinataire de les partager au moins à plus d'une vingtaine de personnes. Et au plan social, ces informations erronées tendent à infantiliser des masses, car de nombreuses personnes les « avalent » comme des comprimés sans même un esprit critique. C'est grave ! Alors où allons-nous avec toute cette cacophonie ?

En clair, soyons prudents quand nous recevons des messages, vidéos et autres qui font planer dans notre esprit le doute. Tâchons de ne pas les partager ou les transférer aussi car nombreuses parmi elles sont pour des fins de diffamation et de diabolisation. Ce n'est que de cette façon-là que nous pourrions sortir de ces « sottisiers ». Affaire à suivre !

Faustin Akono

## SANTÉ

## Lancement le 9 mars de la campagne de vaccination contre la fièvre jaune

Du 9 au 15 mars va se dérouler à Pointe-Noire la campagne de vaccination contre la fièvre jaune, a dit Aubierge Victoire Kimpamboudi Matondo, directrice départementale des Soins et Services de santé, lors d'un point de presse animé le 1<sup>er</sup> mars.



La directrice départementale des Soins et Services de santé de Pointe-Noire pendant la conférence de presse/Adiac

La campagne intervient après celle de 2018 et vise à atteindre des personnes âgées de 9 mois à 63 ans, notamment la population vivant dans des zones comme certains campements de pêcheurs, dans le district de Tchamba Nzassi, et les zones d'accès difficile. « Depuis 2018, aucune autre campagne n'a été organisée dans la ville », a regretté Aubierge Victoire Kimpamboudi Matondo. Elle a ajouté que des séances de travail ont déjà eu lieu avec la présidente du Conseil départe-

mental et municipal de Pointe-Noire, Evelyne Tchichelle née Moe Poaty, qui est fortement engagée dans la résolution des problèmes d'insalubrité dans la ville. Pour garantir la réussite de cette campagne, des réunions communautaires ont été programmées, a-t-elle ajouté.

La fièvre jaune est une maladie hémorragique virale aiguë transmise par des moustiques infectés, potentiellement mortelle, mais contre laquelle il existe un vaccin extrêmement efficace. Les épidémies meurtrières de

fièvre jaune survenues ces dernières années au Congo (et dans les pays voisins, l'Angola et la RDC) constituent une menace pour le pays, qui se trouve désormais en état d'alerte maximale face à la possibilité de survenue d'une nouvelle épidémie. La République du Congo est un pays à risque des épidémies de fièvre jaune, cela est favorisé par son écosystème à la présence des moustiques du genre Aedes qui transmettent cette maladie.

Hervé Brice Mampouya  
et Séverin Ibara

## PRODUITS PÉTROLIERS

## La ville confrontée à une nouvelle pénurie

La capitale économique du Congo connaît d'importantes perturbations d'approvisionnement en produits pétroliers dans les différentes stations-service.

La situation a commencé avec le manque de gasoil à la seconde moitié du mois de février qui a perturbé la circulation en ville, profitant à quelques rares bus qui avaient encore pu conserver quelques litres dans leur réservoir. A peine cela résolu, Pointe-Noire revient à la case départ, cette fois-ci avec un manque criant d'essence. Devant toutes les stations-service, le spectacle est inouï, les alignements des voitures laissant à dé-



Des files d'attente des taxis dans les stations-service Adiac

sirer. Nombreux sont des taximen qui passent la nuit à la belle étoile, espérant voir les stations-service être alimentées. Peine perdue, car ce spectacle dure déjà plus de quatre jours. Un mot revient en force sur toutes les lèvres des taximen qui sont encore en circulation, c'est le jumelage des courses.

Un manque de carburant qui met à mal les déplacements des usagers de la route. Des files d'attente interminables sont observées devant les stations-service, handicapant les chauffeurs de taxi dont l'activité commerciale est lourdement impactée.

Faustin Akono

## COOPÉRATION

# Le Congo sollicite l'appui de la France au PND

Dans le communiqué conjoint rendu public le 3 mars à la fin du séjour de travail du président de la République française, Emmanuel Macron, à Brazzaville, le Congo a sollicité l'accompagnement de la France dans la réalisation du Plan national de développement (PND) 2022-2026.

Au cours des entretiens en tête-à-tête entre les présidents français, Emmanuel Macron, et congolais, Denis Sassou N'Guesso, les deux chefs d'Etat ont procédé à un large échange de vues sur les questions bilatérales, régionales et internationales. Ils ont souligné l'excellence et la qualité des relations historiques, d'amitié et de coopération qui existent entre les gouvernements congolais et français.

Au plan multilatéral, les deux chefs d'Etat se sont préoccupés des conséquences graves du conflit russo-ukrainien et ont lancé un appel pressant à la communauté internationale en vue de trouver une solution rapide à cette tragédie. Ils ont abordé la situation dans la sous-région Afrique centrale et condamné les activités déstabilisatrices des groupes armés qui sévissent le long de la frontière Est de la République démocratique du Congo (RDC). Ils ont appelé à une cessation immédiate des hostilités et au retour de la paix.

Les présidents français et congolais ont félicité tous les efforts de médiation entrepris aux niveaux continental et régional pour faire taire les armes dans cette partie de la RDC et se sont résolus à les accompagner. En outre, Emmanuel Macron et Denis Sassou N'Guesso se sont préoccupés également de la crise libyenne. Ils ont noté avec satisfaction la volonté des Libyens qui œuvrent avec l'appui de la communauté internationale à la tenue de la conférence de réconciliation. Par ailleurs, le président Emmanuel



Les présidents Emmanuel Macron et Denis Sassou N'Guesso

Macron a félicité son homologue Denis Sassou N'Guesso pour son implication personnelle dans la recherche d'une solution définitive à cette crise, en sa qualité de président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye. Il a promis de l'accompagner dans l'accomplissement de cette mission délicate.

Les deux chefs d'Etat ont, en ce qui concerne les questions environnementales, réitéré leurs engagements en faveur de la pleine mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Le président Denis Sassou N'Guesso a rassuré son homologue français sur la détermination du gouvernement congolais à poursuivre les efforts dans la mise en œuvre du Memorandum d'entente sur l'environnement et de la Lettre d'intention de l'Initiative Cafi signée le 3 septembre 2019 à Paris. Il a remercié la France pour son ap-

pui à la République du Congo dans l'opérationnalisation des projets intégrateurs du Fonds bleu pour le Bassin du Congo.

Pour sa part, le président français s'est félicité de l'annonce faite par le président Denis Sassou N'Guesso lors de la 27e conférence des Etats parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) concernant le lancement d'une Décennie mondiale de l'afforestation. Le président Denis Sassou N'Guesso a remercié son homologue et a sollicité l'appui de la France pour la concrétisation de cette initiative. Le président Emmanuel Macron a exprimé au président Denis Sassou N'Guesso, au gouvernement et au peuple congolais ses remerciements pour l'accueil qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagnait.

Roger Ngombé

## Réinventer un nouveau partenariat

Au cours de sa visite de quelques heures à Brazzaville, et après s'être entretenu avec son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, le président français, Emmanuel Macron, a rencontré la communauté française habitant cette ville.

Devant ses compatriotes vivant au Congo, Emmanuel Macron a souligné, parmi les sujets d'intérêt bilatéral, le volet « mémoriel, historique et culturel ». « C'est à Brazzaville, capitale de la France libre, que se sont écrites les pages glorieuses; cette capitale de la France libre, celle qui fut le refuge de notre honneur et de notre indépendance. Je suis très honoré de se tenir devant la case De Gaulle symbole de cette histoire commune et si riche », a déclaré le président français. Il a insisté sur le nouveau visage que veut présenter son pays au Congo et rappelé les liens historiques avec l'une de ses anciennes colonies.

Dans la perspective des différentes commémorations, Emmanuel Macron a souhaité que l'hommage soit rendu à toutes les femmes et les hommes engagés dans la lutte de libération « pour que leur mémoire soit davantage connue en France et en Afrique ».

« Faire savoir que la France libre est aussi une France africaine, que si la libération de la France fut aussi française, elle fut, par ces Françaises et ces Français d'Afrique qui n'avaient jamais foulé le sol de l'hexagone, et sont venus mourir sur les rives de la méditerranée, en province et en remontant jusqu'en Alsace », a assuré le chef de l'Etat français.

En outre, Emmanuel Macron a annoncé l'arrivée à Brazzaville, dans les prochains jours, d'une experte technique internationale qui aura pour mission « d'appuyer les Congolais de la culture ». Mais au-delà, il a fait savoir qu'avec son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, ils ont décidé de lancer plusieurs initiatives

académiques, scientifiques communes « pour mieux faire connaître les destins partagés ». « C'est aussi une manière en France de mieux comprendre la part d'africanité de notre histoire, de la réalité de notre pays et de renouer avec ce destin glorieux. Mais il faut regarder devant et rebâtir des partenariats nouveaux, donner une ambition nouvelle à plusieurs grands axes », a assuré Emmanuel Macron.

Il a également rappelé l'importance de la tenue du One Forest Summit qui vient de se tenir au Gabon, un sommet sur la protection des forêts tropicales, notamment celle du bassin du Congo, aujourd'hui considérée comme le premier poumon vert de la planète.

Le chef de l'Etat français a souhaité qu'au Congo soit bâtie une ambition nouvelle car, « ce pays a une histoire en matière de la protection de l'environnement, et a lancé beaucoup d'initiatives », souhaitant « que les forêts soient un véritable ciment de la relation bilatérale de nos ambitions régionales ».

Par ailleurs, le président français a également rappelé d'autres sujets qui ont été évoqués peu avant, lors des échanges avec son homologue congolais, notamment, l'agriculture pour diversifier l'économie, l'entrepreneuriat, la musique congolaise, la littérature, la culture, etc.

Enfin, Emmanuel Macron a réaffirmé son ambition de « dépolluer » la relation avec l'Afrique et souhaité que « l'amitié » avec le Congo s'appuie sur les pages « glorieuses » de leur histoire commune « pour bâtir des pages nouvelles, réinventées ».

Yvette Reine Nzaba

## RÉFLEXION

## Quelles conclusions devons-nous tirer ...

Au terme de la visite éclair qu'Emmanuel Macron vient d'effectuer en Afrique centrale – quatre capitales visitées en quatre jours ! –, telle est bien la question que les observateurs de la scène africaine se posent aujourd'hui. Ceci parce que, hormis les longs débats qui ont marqué à Libreville la deuxième édition du « One Forest Summit », le président français n'a partagé que quelques heures avec les dirigeants des pays concernés – Gabon, Angola, Congo, République démocratique du Congo – auxquels est venue s'ajouter inopinément la Centrafrique dans les coulisses de ce même sommet.

Ces échanges brefs sont d'autant plus étonnants que situé au cœur de l'Afrique, le Bassin du Congo occupe une place de plus en

plus grande dans la stratégie des grandes puissances, ce dont témoignent les multiples actions diplomatiques, économiques, financières, culturelles qu'y mènent la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, la Russie et l'Europe. Certes chaleureux, les échanges entre le locataire du Palais de l'Elysée et les présidents africains n'ont malheureusement pas été accompagnés comme ils auraient dû l'être en bonne logique par la visite des lieux historiques où s'étaient créés dans le passé les liens du temps présent et par la conclusion de nombreux accords de partenariat qui auraient permis de resserrer ces mêmes liens.

Que la visite d'Emmanuel Macron au cœur du continent n'ait pas été bien préparée est une conclusion évidente que de nombreux responsables africains, mais aussi

français et européens formulent aujourd'hui de façon claire bien que très discrète. Elle témoigne du fait que celles et ceux qui entourent le président français n'ont pas une vision juste de l'évolution de cette partie du monde alors que celle-ci en devient l'un des acteurs incontournables.

Cette attitude est d'autant plus étonnante que les propos tenus, vendredi soir, devant la communauté française du Congo, réunie dans les jardins de la très historique Case de Gaulle, ont confirmé le fait qu'Emmanuel Macron a bien compris, lui président de la République et chef d'Etat, la place croissante que le Bassin du Congo occupe au sein de ce vaste et potentiellement très riche continent. Ce qui l'a amené à demander de façon explicite à ses concitoyens présents,

dont beaucoup sont d'ailleurs dotés d'une double nationalité, de s'engager plus que jamais dans le développement et la croissance du Congo qui occupe le cœur de l'Afrique centrale.

Pour dire, ou plutôt écrire tout ce qui précède de façon encore plus claire, la France, en ce début de millénaire, n'a pas d'autre choix que de resserrer ses liens avec les nations qu'elle a colonisées et qui, redevenues indépendantes, il y a un peu plus de quarante ans, s'emploient à édifier dans le temps présent une communauté régionale qui sera à bref délai l'une des plus riches, des plus dynamiques du monde moderne.

Son propre destin en dépend aujourd'hui très directement.

Jean-Paul Pigasse